

Editorial

L'illusion politique...

Peut-être vous demandez-vous pourquoi, par exemple, G.W. Bush, après avoir déclaré tout récemment qu'il n'y avait pas de négociations possibles avec l'Iran islamiste et la Syrie d'Assad, les invite ensuite à une conférence sur la situation en Irak ?

Peut-être vous demandez-vous pourquoi, alors que le chef du 'Hamas, Khaled Mechaal répète pour la nième fois que jamais il ne reconnaîtra Israël, les gouvernements font semblant de croire qu'un gouvernement unitaire Fatah-'Hamas pourrait accepter les conditions du Quartet et devenir un partenaire pour la paix ?

De toute évidence, l'Iran, la Syrie ou le 'Hamas ont des objectifs tout à fait précis et ils n'ont nullement l'intention d'en changer.

Alors pourquoi toutes ces gesticulations diplomatiques qui sont sans résultats envisageables ? La réponse à cette question tient en un mot : la politique !

Mais qu'est-ce donc que la politique ?

La politique consiste à croire que si la vérité est sûrement chose fort belle, elle a rarement prise sur les événements et qu'il convient donc de lui substituer une stratégie et des manœuvres susceptibles d'atteindre les fins visées de manière bien plus efficace.

Ainsi, c'est précisément *parce que* la vérité est que l'Iran, la Syrie ou le 'Hamas ne visent pas la paix mais la puissance qu'il ne sert à rien de le clamer car cela sera sans effet sur eux. Mieux vaut élaborer une stratégie qui les amène à revoir leurs positions. La méthode la plus classique consiste à leur proposer un appât qui pourrait être plus tentant : par exemple, dans le cas

Suite en page 2

Bonnes feuilles

La shoah germano-palestinienne

par Paul Giniewski

*Paul Giniewski publie ce mois-ci un nouveau livre, **Le contentieux israélo-arabe** aux Editions Cheminements.*

Un livre dense, court, percutant, incontournable. Il y analyse la trilogie de griefs où s'enracine le conflit : la terre contestée, la prétention au « retour » des réfugiés, et surtout le rejet arabe de l'existence de l'Etat juif.

Nous en publions un extrait en « bonne feuilles » et avons choisi un épisode mal connu qui se déroule plusieurs années avant la déclaration d'indépendance d'Israël en 1948, tout au long de la seconde guerre mondiale, où des Palestiniens décident de collaborer à la solution finale et apportent leur soutien à l'extermination des Juifs.

Cet épisode réfute l'un des thèmes favoris de la propagande palestinienne, cherchant à faire accroire que la création d'Israël en compensation de la shoah a conduit à faire payer les Palestiniens pour un crime dont ils étaient innocents.

Etaient-ils innocents ? Consentants ? Complices ?

En page 10

Le véritable dessein iranien

par Nessim Cohen-Tanugi

La focalisation sur le nucléaire iranien empêche l'Occident de mesurer l'ampleur du véritable dessein iranien qui va au-delà de l'arme nucléaire et de la destruction d'Israël.

L'Iran poursuit un plan méthodique pour recréer un puissant empire perse islamisé, dominant sur tout le Moyen-Orient.

En page 5

Le problème du sionisme religieux

Une discussion avec le Rav Léon Ashkénazi (Manitou) en 1994

par Itshak P. Lurçat
en page 8

Et aussi

*Comment la Syrie se prépare à torpiller le sommet de Ryad
Les révélations de la résistance iranienne
L'introuvable paix avec les Palestiniens
Etc.*

Ils sont fous ces Gaulois !...

En France, le Général de Gaulle avait institué que tout Français pouvait être candidat à la Présidence de République. Il allait de soi, pour lui qui savait ce qu'il valait, qu'aucun homme sensé ne briguerait de telles responsabilités sans en avoir l'envie. Il s'est trompé et très vite il a fallu instituer un filtre. On a pensé alors que 500 signatures d'élus seraient une garantie suffisante. Ces élus ont donc le droit - et le devoir - de mesurer en conscience si le candidat mérite de se présenter.

Voici qu'aujourd'hui on reproche à ces élus de refuser de patronner X ou Y. Pourtant, il est tout à leur honneur d'estimer, par exemple, que tant de candidats se prétendant de gauche pourraient éparpiller les voix et éliminer toute gauche du second tour comme en 2002. C'est tout à l'honneur d'autres d'estimer que tel autre, qui n'a aucune chance, dans aucun cas de figure, de figurer au second tour, n'est pas à même de prétendre à cette responsabilité.

Si cela devient un droit d'avoir les 500 signatures, à quoi bon créer ce filtre ? Et si un candidat ne parvient pas à réunir 500 signatures, comment pourra-t-il rassembler la majorité des Français ?

A passer en revue les différents candidats, combien d'entre eux seraient en mesure d'exercer cette fonction ? Imagine-t-on l'un des ces trop nombreux figurants aux commandes du pays ? Comment quelqu'un qui n'a jamais été élu et, parfois même, jamais été candidat à une quelconque élection en France pourrait-il soudain être apte à exercer la magistrature suprême de la République ? On dira qu'ils n'ont aucune chance d'être élus. C'est vrai et d'ailleurs certains se présentent parce qu'ils savent pertinemment qu'ils ne seront pas élus, juste pour satisfaire leur ego ou tirer quelque avantage annexe d'une soudaine notoriété.

Mais qu'est ce que cette élection où l'on se présente pour ne pas être élu ? Une farce ? Un jeu ?

A la règle des 500 signatures mieux vaudrait ajouter une règle supplémentaire : nul ne devrait prétendre être candidat s'il n'a jamais exercé une fonction électorale dans un scrutin nominal. Les présidentielles ne sont pas la « star académie ».

Ce serait tout de même la moindre des choses dans un pays qui prétend incarner le bon sens.

F. Eminente

L'illusion politique

Editorial. Suite de la première page

de l'Iran, renoncer au nucléaire militaire en l'aidant au contraire à développer son nucléaire civil en y collaborant, tout en lui offrant des avantages substantiels, économiques ou politiques.

Ainsi les U.S.A. semblent-ils avoir obtenu un succès avec la Corée du Nord.

C'est au nom de « la politique » que Chirac et bien d'autres étaient très hostiles au renversement de Saddam. Mieux valait négocier pour le convaincre de ne pas se doter d'armes sales. Et Saddam avait si bien compris le système que, semble-t-il, il faisait croire qu'il s'en dotait en refusant les visites et les contrôles de l'AEIA, dans l'intention de faire monter les enchères et d'obtenir plus encore d'avantages économiques et surtout politiques : par exemple en obtenant l'établissement d'un Etat palestinien dans les « frontières » de 1967, ce qui l'aurait consacré comme le leader de tout le monde arabe.

Donc, la politique est, semble-t-il, le meilleur chemin pour régler les conflits internationaux. C'est l'art du donnant-donnant en refusant les solutions coûteuses économiquement et humainement qu'exigerait l'inflexible recherche de la vérité.

Voici donc la Corée du Nord réintégrée au sein du « concert des nations ». Demain, pourquoi ne pas espérer obtenir le même résultat avec l'Iran ou la Syrie ? Et c'est en effet tout à fait possible. Par exemple en obligeant Israël à restituer sans condition le Golan ou en laissant le Hezbollah faire main-basse sur le Liban.

C'est cela l'envers du décor, le prix invisible de ces « solutions » politiques : **La politique consiste à faire payer par quelqu'un d'autre le prix que l'on n'aurait dû payer au nom de la vérité.**

C'est ainsi que l'on condamne les Coréens du Nord à continuer à subir la dictature effroyable qui les oppresse.

C'est ainsi que l'on permettra au gang alaouite de consolider son pouvoir dictatorial sur la Syrie en faisant de l'assassinat individuel (Hariri et tous les autres) et collectif (l'extermination massive à Hama) son instrument privilégié du pouvoir.

C'est ainsi que l'on condamnerait les femmes, les démocrates, la jeunesse, les laïcs en Iran à renoncer à tout jamais à la liberté.

C'est ainsi qu'après la guerre du Golfe de 1991, on a permis à Saddam maintenu au pouvoir pour contenir l'Iran, de procéder au massacre de dizaines de milliers de chiites sans que personne ne bouge en Occident.

Et si Bush avait trouvé une « solution politique » avec Saddam Hussein, 18% de sunnites auraient continué à écraser, à exploiter, à assassiner les 22% de Kurdes et les 60% de chiites qui peuplent l'Irak.

Et messieurs Chirac, Vedrine et autres Chevènement, ces chantres inconditionnels de « la solution politique », se seraient vantés d'avoir su éviter une guerre au plus grand bénéfice de l'humanité.

Nous, Juifs, ne savons que trop, hélas, cela pour avoir été, des siècles et des siècles durant, la monnaie d'échange de prédilection des « solutions politiques ».

Les Juifs ont été les boucs émissaires de prédilection pour résoudre bien des crises dans le monde, du Moyen-âge jusqu'à nos jours où James Baker ose proposer de donner en pâture Israël à la Syrie et au Hezbollah en contrepartie de la pacification de l'Irak.

Au Moyen-âge déjà, lorsque la famine menaçait, on jetait les Juifs en pâture à la colère du peuple : on les désignait comme fautifs, donc on s'emparait de leurs biens, on les distribuait (au moins en partie...) et on retournait contre eux la vindicte et la violence populaires.

Alors lorsque l'on entend parler de « solutions politiques », il convient de poser la bonne question :

Qui va payer et à la place de qui ?

R.N Cohen-Tanugi

Ils sont fous ces Israéliens !

Dans ses derniers numéros *Le Lien* avait dénoncé les absurdités du système électoral israélien. En voici une de plus. Concernant la nomination d'Amir Péretz au poste de ministre de la Défense malgré son manque d'expérience dans ce domaine, Ehoud Olmert a rappelé que ce portefeuille avait été attribué au parti travailliste et que c'est ce parti qui l'a confié à M. Péretz. En effet, le régime des partis qui règne en Israël fait que les coalitions gouvernementales se font et se défont en marchandant le nombre et les attributions des portefeuilles ministériels détenus par les uns et les autres. Puis chaque parti, distribue à qui il veut les portefeuilles ainsi gagnés. Le gouvernement ne forme en rien une équipe soudée et compétente autour d'un projet commun. Exactement ce dont n'a vraiment pas besoin Israël.

J. Cohen

UN ÉTAT PALESTINIEN : LA PANACÉE ?

par Paul Giniewsk

Mr. Douste-Blazy a réitéré dans un article récent du Monde le mantra qu'on entend de la plupart des hommes politiques occidentaux : "... la toute première urgence aujourd'hui est de se concentrer sur ce qui est 'le centre nerveux' des crises au Moyen-Orient : le conflit israélo-palestinien [...] qui cristallise les frustrations et nourrit les extrémismes. La paix entre Israéliens et Palestiniens n'est sans doute pas une condition suffisante pour stabiliser le Moyen-Orient. Mais elle en est une condition nécessaire" (1).

Un ancien ministre des Affaires étrangères français, Michel Barnier, est allé plus loin : "L'Union européenne doit proposer et exiger maintenant la création de l'Etat palestinien [...]. C'est la condition de base d'une paix générale dans la région. Et au-delà [...]. Car il s'agit de moins rien que de la paix du monde" (2).

Et Tony Blair : un règlement israélo-palestinien constitue le "noyau" pour mettre on échec "l'extrémisme global" (3).

Faire d'Ahmadinejad un sioniste...

Or, le mantra de la panacée que serait le règlement du conflit israélo-arabe pour ramener la paix au Moyen-Orient et "au-delà" dans le monde, ne tient pas à l'épreuve d'un simple énoncé des faits. Tout est vain dans la recherche de la pierre philosophale palestinienne.

Les Chiïtes et les Sunnites ne s'entretégorgent pas en Irak à cause du conflit israélo-arabe. Les hommes politiques libanais qui s'opposent à la mainmise syrienne sur leur pays ne sont pas assassinés à cause du conflit israélo-arabe. Le génocide commis au Soudan par des Musulmans contre d'autres Musulmans n'a pas pour cause le conflit israélo-arabe. Les Musulmans taliban n'assassinent pas d'autres Musulmans en Afghanistan à cause du conflit israélo-arabe. Les Musulmans tchéchènes n'ont pas pris des enfants russes en otages à Beslan et n'ont pas envahi un théâtre à Moscou à cause du conflit israélo-arabe. Les Musulmans et les Indous ne se massacrent pas au Cachemire à cause du conflit israélo-arabe.

Et ainsi de suite.

Un Etat palestinien, pas aux conditions israéliennes mais à celles de l'OLP, transformerait-il Mahmoud Ahmadinejad en sioniste? Un Etat palestinien transformerait-il Bachar el-Assad en champion de l'indépendance du Liban ? Un Etat palestinien donnerait-il aux femmes le droit de conduire une voiture en Arabie Saoudite ? Un Etat palestinien mettra-t-il fin à des pratiques "judiciaires" qui condamnent à la lapidation des femmes "adultères" ?

Et ainsi de suite à nouveau.

Ceux du dimanche après ceux du samedi

En réalité, la soi-disant panacée de l'Etat palestinien est un leurre et un écran de fumée, brandis en Occident par des hommes politiques pour cacher la véritable cause de la plupart des tensions, désordres et conflits sociétaux, culturels, politiques et militaires au Moyen-Orient et à travers le monde. Leur cause principale est la montée en puissance de l'extrémisme islamiste, la violence et le terrorisme pratiqués par les islamistes en vertu de leur idéologie. La panacée masque le refus d'entendre et de voir l'évident, le refus de se battre contre ceux qui vous attaquent et qui annoncent qu'ils feront aux "gens du dimanche" et aux "croisés" la même chose qu'aux "gens du samedi".

L'Israélien Benjamin Netanyahu a ramassé la situation en une formule simpliste mais juste : "Nous sommes en 1938. Ahmadinejad est Hitler. Et il prépare la bombe atomique". En 1938 Winston Churchill avait apostrophé les aveugles et sourds qui étaient allés à Munich pour sacrifier la Tchécoslovaquie à Hitler : "Les apaiseurs sont ceux qui jettent le plus faible d'entre eux aux crocodiles dans l'espoir d'être mangés les derniers. Vous avez choisi le dés-honneur et vous aurez la guerre".

Soixante-dix ans plus tard, le propos est d'actualité.

(1) Philippe Douste-Blazy : "Il est urgent d'agir au Moyen-Orient", *Le Monde*, 31 janvier 2007.

(2) Michel Barnier : "Un Etat palestinien maintenant", *Le Figaro*, 10 novembre 2006, p. 20

(3) Evelyn Gordon : "A culture of violence", *The Jerusalem Post*, 30 novembre 2006, p. 20

Faux semblants palestiniens

Le voici enfin, ce gouvernement d'union, qui, paraît-il, devrait débloquent la feuille de route !

Le maître mot de ces accords est le faux semblant. Faux semblant d'un accord entre Abbas et Haniyeh ; faux semblant d'une mise au pas des factions « militaires » rivales sous la houlette de Kawasmeh qui n'aura aucun pouvoir sur elles ; faux semblant financier et économique où le ministre de l'économie Fayyad n'aura aucun budget à gérer ; faux semblant d'un projet de paix puisque nulle part il n'est question d'un partage de la terre ni d'une reconnaissance d'Israël ; faux semblant de l'abandon du terrorisme au profit... de la « légitime résistance » jusqu'au « retrait total » d'Israël de tous les territoires et « le retour des réfugiés » en Israël même.

Quant aux accords existants, ils ne sont endossés que par Abou Mazen mais non par le Hamas. Abbas pourra discuter avec Israël de la paix, mais Haniyeh pourra exercer son veto sur tout accord conclu par Abbas !

Le Hamas est prêt à signer une « trêve » de 10 ans ou plus avec Israël, mais il ne cache pas que c'est pour édifier un Etat palestinien tueur de « l'entité sioniste ».

Espèrent-ils tromper Israël Bien sûr que non ! Ce n'est pas leur but : c'est l'Europe et le Quartet qu'ils veulent convaincre et ils ont parfaitement compris que ces derniers se contenteront d'un ravalement de façade qui leur permettra de prétendre avoir obtenu les concessions exigées de la part des Palestiniens : ce dont a besoin le Quartet, ce n'est ni de la vérité, ni de la pérennité d'Israël, ni d'une solution de paix par un partage : il ne s'agit que de sauver la face comme on le fait avec l'Irak, l'Iran, le génocide au Soudan etc.

Les Palestiniens l'ont bien compris et ont élaboré une union en faux semblant : une union pour pouvoir toucher leurs subventions : c'est la tache d'Abbas, et au Hamas libre de continuer son œuvre de destruction d'Israël. Ainsi Abbas et Haniyeh peuvent-ils sourire en se serrant la main.

L'annonce de Javier Solana, faite au nom de l'Europe soutenant la demande syrienne de retrait du Golan sans même mettre en face la contrepartie d'une paix dans « des frontières justes et reconnues » traduit très bien ce que veut l'Europe : son intérêt, un point c'est tout. Camouflé, bien sûr, derrière de grands principes.

R. Cotta

"Le destin de l'entité sioniste est de disparaître. Les Palestiniens doivent se préparer à d'autres retraits de l'occupant"

Khaled Mechaal, Chef du Hamas, 7 mars 2007

La Syrie «prépare» le sommet de Ryad, le 28 mars

*Le vice-président syrien
en visite au Caire*

par Yts'hak Saada

Mise au point par Hafez el Assad, la tactique syrienne se poursuit avec son fils et successeur Bachar : elle est fondée sur deux principes : le premier est l'ambition à long terme de la grande Syrie, le second est sa capacité de nuisance contre toute initiative contraire au premier principe. Il faut garder cette tactique à l'esprit pour comprendre la visite du vice-président Farouk Chareh en Egypte, à la veille du sommet arabe de Ryad du 28 mars.

Pourquoi la Syrie n'a-t-elle pas reconnu le Liban et pourquoi le tient-elle en tutelle, pourquoi entretient-elle à Damas l'opposition palestinienne à l'OLP, pourquoi le ' Hamas est-il dirigé de Damas, pourquoi la plupart des députés arabes israéliens collaborent-ils si étroitement avec la Syrie, pourquoi a-t-elle tenté, lors de « septembre noir » d'envahir la Jordanie ? A toutes ces questions, une seule réponse : ne jamais consacrer d'une manière ou d'une autre le démembrement de la Grande Syrie.

Car, pendant des siècles, sous l'Empire Ottoman, le territoire de la Grande Syrie comprenait Israël, la Jordanie et la Cisjordanie. Comme le répétait souvent Hafez el Assad « Jérusalem n'est pas au Sud mais au centre même de la Syrie. » Et elle l'a bien été, bien longtemps.

La France, au nom de sa vocation historique auto-proclamée (et reconnue contre espèces sonnantes et trébuchantes aux insatiables Sultans ottomans) de protecteur des chrétiens d'Orient, a détaché le Liban, à l'époque à majorité chrétienne maronite.

L'Angleterre a offert 77% de l'ancienne Palestine à la Jordanie pour consoler la dynastie husseinite de la perte de l'Arabie, l'ONU a reconnu aux Juifs une parcelle de la Palestine, tandis que les Palestiniens revendiquent la Cisjordanie.

La clef de la politique syrienne est d'empêcher la consolidation et la pérennisation de ce démembrement. C'est ainsi que la Syrie a organisé le désordre au Liban pour l'envahir ensuite sous prétexte de mettre fin au désordre qu'elle avait établi. Elle a de même toujours combattu Arafat et ses ambitions sur la Grande Palestine. Elle a donc suscité, entretenu, hébergé, armé tous les mouvements opposés à Arafat, y compris le ' Hamas. Très habilement, la Syrie a fait de la quasi totalité des dé-

putés arabes israéliens, à commencer par Azmi Bishara qui ne s'en cache pas, sa cinquième colonne en Israël. Jamais la Syrie ne coopérera à la stabilité et la paix dans tous ces territoires. Avec ténacité et ruse, la Syrie a torpillé et torpille toujours toute tentative de solution en maniant son arme favorite, le meurtre et l'extermination de tous ceux qui contrecarrent sa politique.

Le spectre d'une possible pacification régionale à partir du plan saoudien relance immédiatement son activité diplomatique pour le faire échouer en le rendant impossible. C'est pourquoi Fareh est parti y mettre « bon ordre » si l'on ose dire.

A l'issue de sa rencontre avec le président Moubarak, Farouk Chareh a dénoncé les tentatives israéliennes de modifier les termes de l'initiative de paix arabe entérinée au sommet de Beyrouth en 2002. Pour Damas, « cette initiative comprend une solution globale basée sur la légalité internationale. Et il ne saurait y avoir des modifications ». La Syrie réclame ainsi « la récupération entière du Golan, et un retrait israélien jusqu'aux frontières de 1967 », ainsi que le retour de réfugiés israélien en Israël même. Autrement dit, la Syrie soutient le plan saoudien comme la corde soutient le pendu. Si elle arrive à imposer ses vues, elle sait qu'Israël ne traitera jamais et si Israël traite, son sort sera réglé à court terme.

La partie sera très difficile pour la Syrie. Son alliance avec l'Iran et son soutien au Hezbollah ne sont nullement appréciés par les Arabes qui redoutent de voir les chiites qu'ils méprisent prendre la tête du monde musulman. De plus, Bachar el Assad a fait preuve d'une agressivité insupportable pendant la guerre entre Israël et le Hezbollah où il a traité les chefs des Etats arabes de « demis-hommes. »

La Syrie se trouve complètement marginalisée et la tâche de Fareh, fin diplomate, est de marginaliser à son tour les autres pays arabes en les faisant passer pour des vendus aux sionistes et aux Américains s'ils concèdent quoi que ce soit sur les traditionnelles exigences inacceptables pour Israël. Damas fait monter les enchères nationalistes et les revendications territoriales, afin de se présenter comme « le seul défenseur des droits arabes ».

La seule concession qu'est prête à faire la Syrie est d'abandonner ses capacités de nuisance en Irak contre sa tutelle reconnue sur le Liban. La Syrie serait alors disposée à composer avec les Etats-Unis en Irak, contre l'abandon des poursuites au Liban.

On peut être certain que la Syrie fera tout pour exacerber les divisions inter-arabes afin que le sommet de Riyad soit caractérisé, comme les précédents, par les divisions et couronné par l'échec.

Mise en scène et manipulation syriennes

Le 11 mars, la sécurité syrienne s'est confrontée à des terroristes à Qamichli. Deux terroristes sont morts, deux autres sont blessés, et plusieurs autres ont été arrêtés, des armes, des ceintures explosives et une voiture piégée ont été saisies.

Mais nombreux sont les journalistes arabes perspicaces qui relèvent d'énormes invraisemblances. Il y avait, prétend la Syrie, une voiture, et quatre occupants dont deux sont morts et deux autres sont blessés. Alors comment peut-il y avoir « plusieurs arrestations » ?! De plus, les terroristes étaient, nous dit-on, munis de ceintures explosives au bord d'une voiture piégée. Or la voiture n'a pas explosé sous les tirs qui l'ont touchée. Pourquoi les terroristes ne se sont-ils pas fait sauter, suivant la tradition ? Un journaliste d'Elaph.com remarque que cet « exploit » anti-terroriste survient comme par hasard deux jours après les injonctions des U.S.A, lors de la Conférence de Bagdad, de faire cesser le trafic d'armes et de terroristes en direction de l'Irak. Comme par hasard, cette information tombe à la veille de l'arrivée de Javier Solana à Damas.

Il semble que la Syrie, maîtresse en matière de manipulation (la plus célèbre est celle concernant Sabra et Chatila...) essaye de se laver des accusations de « parrain » du terrorisme en Irak et en Israël. L'Organisation syrienne des Droits de l'homme a déclaré que « l'identité des terroristes et leur appartenance politique et idéologique demeurent inconnues, mais les autorités affirment qu'il s'agit de membres d'organisation radicale obscurantiste dont l'activité ne sert que les ennemis de la patrie ».

Barbarie

« Dans la nuit du 1 au 2 février, le ' Hamas attaqua un camp de jeunes recrues désarmées de la Garde présidentielle à Korayche, au sud de la ville de Gaza. Pendant douze heures, le Hamas hacha les jeunes hommes, tuant, démembrant, achevant les blessés. « Nous ne pouvions pas nous défendre. J'ai entendu toute la nuit les blessés râler et agoniser. Puis les assaillants sont entrés dans le camp. Ils ont mis le feu aux tentes et aux véhicules et achevé des blessés... Les fuyards ont été tirés comme des lapins dans les vignes qui jouxtent le camp »

Le Monde du 8 février 2007.

Le véritable dessein iranien

La focalisation sur le nucléaire iranien empêche l'Occident de mesurer l'ampleur du véritable dessein iranien qui va au-delà de l'arme nucléaire et de la destruction d'Israël. L'Iran poursuit un plan méthodique pour recréer un puissant empire perse islamisé, dominant sur tout le Moyen-Orient.

par Nessim Cohen-Tanugi

Dans un scénario-catastrophe, on imagine l'Iran doté de l'arme atomique déclenchant une guerre mondiale en rayant Israël de la carte avant de tourner ses fusées balistiques nucléaires sur l'Europe. Un tel projet serait évidemment suicidaire pour l'Iran car il serait vite rayé à son tour de la carte par Israël, l'Europe et les U.S.A., ensemble ou séparément. Les Iraniens sont trop intelligents pour imaginer un tel scénario.

Certes, leur projet à long terme est bien un empire islamique mondial. Mais il faut pour cela bien des étapes intermédiaires. Et il en est une indispensable : acquérir une taille crédible, devenir la super-puissance du Moyen et du Proche-Orient, bref de recréer l'Empire perse. On oublie que c'était déjà la grande ambition du Shah, que déjà, il voulait se libérer de la tutelle américaine que déjà, dès 1972 avec Nixon, il avait commencé à œuvrer pour devenir une puissance nucléaire.

Contrairement à ce que l'on croit, l'Imam Khomeiny a gelé le projet d'arme nucléaire qu'il estimait incompatible avec la morale islamique. C'est l'agression irakienne, soutenue ouvertement par les U.S.A. et l'Europe, qui a convaincu l'Iran que la survie du régime passait par l'acquisition de l'arme de dissuasion. Une fatwa fut alors prise pour annuler celle prise par Khomeiny contre l'arme atomique.

Certes, Saddam Hussein était un monstre, mais l'Europe et les USA l'ont bien encouragé dans sa voie, au nom d'une « realpolitik » qui estimait le régime islamiste iranien pire encore. C'est la raison ouvertement déclarée pour laquelle, lors de la première guerre du Golfe, Saddam vaincu a été épargné. Il pouvait être encore utile contre l'Iran.

Les chancelleries diplomatiques aiment bien les dictateurs : ils sont les garants d'une certaine stabilité, partout dans le monde, en Amérique latine, en Afrique et dans le monde arabo-musulman. Les droits de l'homme, la justice, la morale s'arrêtent là où commencent les grands intérêts des Nations.

Aucun des monstres qui ont jalonné l'Histoire n'aurait pu prospérer et réussir sans la complicité intéressée des puissances du temps. C'est vrai pour Hitler, Staline, Saddam, Ben Laden et autres Ahmadinejad. On avait besoin d'Hitler pour empêcher l'Allemagne de devenir bolchevique, on a eu besoin de

Staline pour vaincre Hitler, on a eu besoin d'exciter le fondamentalisme musulman grâce à Ben Laden et l'Arabie pour faire chanceler l'URSS, on a soutenu Saddam contre l'Iran, et maintenant quelques « génies » du département d'Etat explorent s'il ne vaut pas mieux s'arranger avec l'Iran pour empêcher l'Irak de tomber entre les mains de Ben Laden.

Le régime islamiste iranien se sait haï et menacé : il lui faut donc être dissuasif et c'est l'objectif premier de l'accès au club nucléaire. Mais l'Iran a une ambition mondiale et pour cela il lui faut devenir la puissance dominante régionale puis dans un second temps de tout le monde arabo-musulman ; Ce n'est qu'après cela que pourra s'engager l'ultime étape de l'empire islamique mondial.

En même temps que l'Iran œuvre à se doter de l'arme nucléaire, il a entrepris la satellisation de la Syrie, du Liban, de l'Irak, et tente une alliance avec la Turquie. C'est cela qui se trame actuellement sous nos yeux et il faut en prendre conscience.

La satellisation de la Syrie

Il fallait d'abord faire basculer de son côté la Syrie, partie prenante de la Ligue arabe, très liée, elle, aux U.S.A. Téhéran a profité de la guerre d'Irak pour convaincre Assad, qu'après l'Irak ce serait son tour. Assad a donc resserré ses liens avec l'Iran et signé une alliance militaire. En contrepartie, l'Iran mettait le Hezbollah libanais au service de l'ambition syrienne de consolider sa tutelle sur le Liban.

A partir de là s'est enclenché un cercle vicieux. Le rapprochement de la Syrie avec l'Iran a mis le Syrie en marge du monde arabe hostile aux chiïtes. Le soutien syrien au Hezbollah chiite pendant la guerre avec Israël, l'assassinat de Rafic Hariri ont détruit encore plus la solidarité arabe avec la Syrie. Elle a perdu l'allocation annuelle de quelque 250 millions de dollars qu'elle recevait de Ryad depuis 1991. Encore plus isolée, la Syrie a été contrainte de resserrer encore plus ses liens avec l'Iran.

Aujourd'hui la Syrie est en passe d'être un satellite iranien. En juin 2006 elle a signé un pacte de défense avec l'Iran qui détient désormais un accès direct dans l'appareil militaire syrien, des relations entre dirigeants militaires, une harmonisation des systèmes d'armes, des exercices militaires communs.

Amir Taheri, dans un article du *Jerusalem Post*, le 2 novembre 2006 intitulé *L'iranisation de la Syrie*, révèle que le personnel militaire iranien présent en Syrie a été multiplié par quatre.

Masri Féki, jeune et brillant politologue, écrit, dans un article qui mérite d'être cité longuement, diffusé par *Mena* que « les réseaux de télévision et de radio iraniens diffusant en arabe sont maintenant accessibles dans tous les foyers syriens, alors que tout média arabophone non syrien y est interdit.

L'Iran a accru les bourses offertes aux étudiants syriens, y compris pour l'entraînement militaire. Le nombre de ces boursiers est passé de 200 en 2001 à 3000 en 2006. Assad a également mis fin à l'interdiction faite aux Syriens de suivre des séminaires islamiques en Iran ainsi qu'à celle concernant la construction de centres culturels iraniens en Syrie. Aujourd'hui, des centaines d'étudiants syriens poursuivent leurs études en Iran et onze centres islamiques chiïtes ont été créés en Syrie. En septembre 2006, 17 000 Syriens suivaient des cours pour apprendre le persan et étudier la philosophie de l'imam Khomeiny.

Le prosélytisme chiïte est aujourd'hui autorisé en Syrie, permettant à des centaines de mollahs iraniens de convertir des sunnites au chiïsme. La Syrie a, entre autres, accepté d'augmenter le nombre de pèlerins iraniens autorisés à visiter les lieux saints chiïtes de Zeynabyek, près de Damas, de 150 à 1000 visiteurs par jour. Certains irano-sceptiques affirment que ce pèlerinage ne serait en réalité qu'une couverture pour l'introduction dans le pays de gardes révolutionnaires (pasdarans). Les femmes qui portent le voile et les hommes qui laissent pousser leurs barbes reçoivent des récompenses et des emplois préférentiels dans les sociétés iraniennes opérant en Syrie.

Sur le plan économique, l'hégémonie iranienne se manifeste par une invasion des marchés. Des centaines de sociétés, des banques aux entreprises de construction, emploient des milliers de personnes dans un pays où le chômage est un mal endémique. L'Iran est devenu le second partenaire commercial de la Syrie après l'Union Européenne.

Enfin, dans le domaine de la sécurité nationale, la Syrie a procédé, pour la première fois en janvier 2007, à l'arrestation de réfugiés politiques iraniens



L'oppression interne

Il est dommage de constater que les médias parlent peu de la répression en Iran. Elle touche les minorités religieuses, les étudiants, les femmes, les syndicats, les journalistes et les universitaires.

C'est ainsi que M. Abbas Lisani, défenseur des droits des Azerbaïdjanais d'Iran, est détenu au secret. Le 19 janvier, Amnesty International indiquait que M. Lisani souffrait de troubles dus à la torture, que les autorités iraniennes harcèlent sa famille et qu'elles ont refusé de lui accorder le congé de courte durée auquel la plupart des prisonniers iraniens ont droit.

Le gouvernement iranien interdit la langue azerbaïdjanaise dans les écoles, harcèle les militants azerbaïdjanais et incarcère injustement des Azerbaïdjanais tels que M. Lisani pour avoir défendu leurs droits culturels et linguistiques. Les Azerbaïdjanais d'Iran, qui avaient organisé des manifestations pacifiques après la publication en mai 2006 d'un dessin insultant ont été battus, harcelés et arrêtés.

La répression s'exerce à l'encontre d'autres groupes minoritaires tels que les Kurdes, les adeptes du Baháisme et les Arabes

On parle peu également des manifestations étudiantes de masse contre le président iranien Mahmoud Ahmadinejad lors de sa récente visite à l'université de Téhéran. Un reportage a été diffusé sur *France 2*, (une fois n'est pas coutume) qui montrait des étudiants courageux sur l'estrade à côté d'Ahmadinejad, le qualifiant de dictateur, le mettant au défi de les arrêter, et des centaines d'autres qui applaudissaient et brûlaient des portraits d'Ahmadinejad.

Enfin, beaucoup d'opposants se sont réfugiés à l'étranger.

L'un de ces groupes a un site www.iran-resist.org qui vient de publier des révélations passionnantes sur le transfuge, le général Asghari

Voir en page suivante

Délire paranoïaque !

Un auditeur iranien qui est intervenu dans l'émission de *Kol Israël* a affirmé que Mahmoud Ahmadinejad est un espion israélien puisque par ses déclarations extrémistes il porte atteinte aux intérêts de Téhéran et ligue l'Occident contre l'Iran. C.Q.F.D.

→ et à leur extradition vers l'Iran où ils risquent la peine de mort »

L'Irak chiite

La tentative courageuse de Bush de renverser Saddam pour tenter d'y établir un Etat irakien plus libre et plus démocratique, se heurte à la domination ethnique des chiites qui représentent plus de 60% de la population.

La majorité des chiites se sont ralliés à l'Ayatollah Sistani qui semble être raisonnable. Mais l'Iran a placé ses pions en Irak : le Conseil Suprême de la Révolution Islamique en Irak (CSRRII), le parti islamo-chiite Daawa islamiya et l'armée du Mahdi de l'imam Moqtada al-Sadr.

Dans le courant de l'année 2006, le leader du CSRRII, Abdel-Aziz al-Hakim, a plaidé pour la division de l'Irak et la formation, au sein d'un cadre fédéral, d'un Etat chiite dans le sud et le centre du pays.

L'Iran joue deux cartes qui sont deux atouts. La division de l'Irak lui permettrait de disposer d'un allié qui aurait l'immense avantage de disposer de l'essentiel du pétrole irakien. Mais la carte unitaire lui convient aussi : avec plus de 60% de chiites, l'Irak sera démocratiquement dirigé par des chiites. La cause est-elle donc perdue dans la région ? Non, car la clef du problème n'est pas l'Iran mais le pouvoir islamique qui s'est emparé du pays. La seule vraie solution dépend du désir réel de la majorité de la population, et de sa capacité, si les modérés sont majoritaires, à renverser la dictature des mollahs. C'est là le cœur du problème.

Le Liban condamné à perdre ?

Au Liban, l'Iran dispose d'un même atout ethnique chiite : plus de 30% de la population est de cette obédience et Nasrallah est populaire auprès d'eux. On se demande aujourd'hui si le Liban est condamné à perdre : soit il devient avec le concours de l'Iran un satellite de la Syrie, soit il devient directement un satellite de l'Iran.

C'est justement la grande crainte de la Syrie qui voit l'Iran marginaliser le parti Amal pro-syrien du président du parlement libanais, Nabih Berri pour se rapprocher du bloc chrétien du Courant Patriotique Libre, emmené par le général Michel Aoun, qui ne semble nullement effrayé de pactiser avec l'Iran anti-chrétien. Téhéran travaille pour mettre le pays sous le contrôle du Hezbollah et, en fin de compte, la Syrie aura travaillé ainsi contre ses propres intérêts.

La Syrie, le Liban, l'Irak satellisés, l'Iran pourra alors facilement tenir en laisse les monarchies du Golfe, aujourd'hui pro-américaines mais où une bonne partie de la population est d'obédience chiite.

Le noyau arabe se limitera à l'Arabie, la Jordanie, l'Egypte. Oui, mais l'Iran grâce au Hamas et aux Frères musulmans très puissants en Egypte, est en mesure de déstabiliser ces trois pays qui sont déjà fragilisés.

Enfin, dans le précédent numéro (274), R. Cotta soulignait les manœuvres de rapprochement de l'Iran avec la Turquie.

Tout cela concourt bien à démontrer que l'Iran vise beaucoup plus loin que l'acquisition de l'arme nucléaire. C'est l'Empire perse qui se reconstitue, non pas comme dans le passé sous la gouvernance de Rois généralement éclairés et tolérants, mais sous la férule d'extrémistes islamo-nazis dangereux.

En toute logique, on peut penser que l'arme atomique ne sera utilisée contre Israël que lorsque cet empire sera consolidé. Mais les deux ennemis à abattre sont bien l'Etat juif et les USA.

Des complices en Amérique latine

La preuve en est que les Iraniens renforcent leurs alliances avec les ennemis des USA en Amérique du Sud : le dictateur vénézuélien Hugo Chavez, le président nicaraguayen Daniel Ortega, le dictateur cubain Fidel Castro, et le dictateur chilien Morales.

L'Iran est en mesure de renforcer l'emprise du Hezbollah en Amérique du Sud et du Nord. Déjà des réseaux comprenant des cellules du Hezbollah, sont actifs aux USA. L'Iran peut parfaitement développer le terrorisme anti-américain, fournir des armes sophistiquées, des fusées balistiques et même des armes atomiques. Il est très peu vraisemblable cependant que l'Amérique reste sans réaction face à ces dangers.

Ahmadinejad a pris la tête non seulement du combat contre les Juifs mais aussi contre les U.S.A. : en visite au Soudan, il a affirmé : "Il n'y a aucun endroit au monde souffrant de scission ou de guerre sans que les empreintes américaines ou sionistes n'y apparaissent".

La vérité est exactement l'inverse : il n'est pas un conflit dans le monde où ne soient mêlés l'extrémisme islamique dont l'Iran est le chef de file.

Ce qui est clair c'est que l'Iran est devenu un danger non seulement pour les Juifs, et les USA mais aussi pour les Arabes qui risquent fort de se voir déposséder de leur leadership du monde musulman.

La démesure même de l'ambition iranienne est probablement le piège qui fera tomber le régime.

La politique la plus intelligente à suivre aujourd'hui serait moins de détruire l'Iran que d'aider les Iraniens, qui existent et sont nombreux à chasser les tyrans qui les gouvernent.

Révélations de la résistance iranienne

sur le transfuge, le général des Pasdaran, Asghari

par iran-resist.org-

La disparition d'un haut gradé de la milice du régime des mollahs avait plongé le régime dans la panique générale. Il avait alors diffusé de nombreuses rumeurs pour minimiser son importance et prétendre qu'il était impossible d'abandonner le navire islamique (...).

Selon la chaîne de télévision turque TGRT, Asghari est arrivé en Turquie par avion le 7 décembre 2006 avec un visa touristique. L'Iran a informé Interpol de sa disparition le 26 décembre. Le 4 février 2007, soit deux mois après, les autorités iraniennes ont informé la Turquie de la disparition leur concitoyen. Et aujourd'hui les services de renseignement turcs (MIT) ont retrouvé Asghari. Il se trouve à l'étranger et il se porte bien.

En réalité, la Turquie est fort indisposée que l'affaire se soit déroulée sur son territoire, d'autant plus que les relations avec le régime des mollahs sont tendues malgré des terrains d'entente possible. Le régime des mollahs infiltre des agents islamistes en Turquie pour fomenter des troubles xénophobes et anti-Européens, et en même temps, la Turquie achète du gaz iranien. Ce pays se trouve donc devant un dilemme et doit trouver le moyen d'éviter de nouvelles tensions et apaiser son partenaire(...).

On ne sait pas pourquoi le régime des mollahs aurait attendu le 26 décembre pour informer Interpol et non pas les autorités turques. Et pourquoi durant toute cette période, aucun journal en Iran n'a-t-il parlé de cette disparition ? (...)

En fait, le général est passé à l'ouest. Selon les dernières informations, il aurait fini de communiquer ses documents aux services américains et britanniques et à présent il serait sur le sol américain.

En Iran, les miliciens de haut rang qui ont accès à des dossiers confidentiels doivent obtenir l'autorisation officielle de quitter le territoire pour tout déplacement à l'étranger. De sources iraniennes confirmées par des intermédiaires américains, nous avons su qu'Asghari s'était vu accorder une telle autorisation par le service judiciaire des Pasdaran pour un déplacement de 10 jours à destination de Damas (pour un achat d'armements).

Une fuite mise au point

Il avait fait partir sa famille deux jours plus tôt, selon une source iranienne. Car en cas de défection d'un agent du régime tous les membres de sa famille (femme et enfants) sont arrêtés et torturés afin d'obtenir des informations et

ensuite on les élimine. Selon toutes les sources, le général avait préparé son départ depuis un certain temps et avait vendu sa maison dans le quartier de Narmak en décembre dernier.

A Damas, après quelques jours, il a, selon nos sources, envoyé un message à Téhéran pour dire que l'un de ses contacts locaux, un marchand d'armes, était à Istanbul et avait demandé à le rencontrer en Turquie. L'état majeur des Pasdaran a mordu à l'hameçon et autorisé Asghari à se rendre en Turquie : c'est Téhéran qui lui réserva, via son attaché militaire à l'ambassade des mollahs une suite à l'Hôtel Continental.

À son arrivée, Asghari s'est plaint que le lieu ne lui convenait pas en terme de sécurité. Il a dit préférer Hôtel Guilan situé dans le quartier Taksim que les Iraniens d'Istanbul apprécient. Il s'est alors installé dans une chambre et a appelé une connaissance à Téhéran. Il a quitté sa chambre à 18h30 pour tout laisser derrière lui et se livrer aux services américains dans l'enceinte de l'ambassade américaine à Istanbul.

Des renseignements précieux

Au cours des années 90, Asghari était en charge des programmes de fabrication des missiles de courte et moyenne portée ([Fair](#), le Zelzal, Nazeat) au ministère des industries. En 1996 et 1997, il fut chargé d'achats clandestins des composants nucléaires et, à cette époque, il se rendait régulièrement en Russie, en Chine, en Corée du Nord et en Asie de Sud Est.

On dit que sa défection serait due à sa désapprobation de détournements opérés par des caïds du régime dans des achats d'armes. Il est probable qu'il soit également au courant des sites de stockage des missiles et des emplacements de rampes de tir le long du Golfe Persique.

Sa défection est un coup dur pour le régime car Asghari avait surtout été parmi les Pasdaran qui ont fondé le Hezbollah : il a une connaissance parfaite de tous les agents en mission et toutes les connexions entre les agents du Hezbollah, de la Brigade Qods (Pasdaran), des informateurs et des notables qui les protègent.

C'est la panique à Téhéran : Sa défection oblige le régime à rappeler tous les agents infiltrés depuis des années et à arrêter toutes les opérations en cours au Liban comme en Irak où les membres de Qods supervisent l'aide à la milice chiite et les Irakiens d'Al Qaeda.

Evolution des Arabes israéliens

On connaît la radicalisation et la palestination de nombreux Arabes israéliens. De récents sondages témoignent également d'une évolution en sens inverse. Ainsi :

- 62 % des Arabes craignent qu'une partie des localités arabes israéliennes ne soit rattachée à l'Etat palestinien dans le cadre d'un accord futur et 60 % craignent un transfert vers cet Etat.
 - 75,4 % d'entre eux estiment qu'Israël, dans les frontières de 1967, a le droit d'exister en tant qu'Etat indépendant dans lequel vivent ensemble Juifs et Arabes.
 - 67,5 % estiment qu'Israël, dans les frontières de 1967, a le droit d'exister en tant qu'Etat juif et démocratique dans lequel vivent ensemble Juifs et Arabes.
 - 77,4 % des Arabes craignent qu'on porte atteinte à leurs droits civiques.
 - 80 % craignent une expropriation à large échelle.
 - 73,8 % craignent que l'Etat fasse preuve envers eux de violence.
 - 71,5 % craignent des actes violents de la part de citoyens juifs.
 - 76 % des Arabes estiment qu'Israël, en tant qu'Etat sioniste, est un Etat raciste
- De moins en moins d'Arabes israéliens nient le droit d'Israël à exister en tant qu'Etat juif-sioniste : ils étaient 73,1 % en 2004 mais 62,6 % en 2006. Les Arabes israéliens qui nient le droit d'Israël à exister sont passés de 20,5% en 1976 à 15 % en 2006.

Les Juifs craignent la minorité arabe

- 68 % des Juifs craignent que les Arabes israéliens se révoltent.
- 63 % s'abstiennent de pénétrer dans les localités arabes.
- 64,4 % estiment que les Arabes mettent en danger la sécurité de l'Etat du fait de leur taux de natalité élevé.
- 71,3 % d'entre eux disent craindre la lutte des Arabes pour modifier le caractère juif de l'Etat d'Israël.
- 83,1 % craignent le soutien des Arabes à la lutte des Palestiniens.
- 80,1 % estiment que les décisions concernant le caractère de l'Etat et ses frontières doivent être prises par une majorité des citoyens juifs.
- 73 % estiment que la majorité des Arabes sera plus fidèle au futur Etat palestinien qu'à Israël.
- 70 % des Juifs estiment que Juifs et Arabes ont tous deux des droits historiques sur le pays
- 74 % sont favorables à une formule de deux Etats pour deux peuples.
- 65 % estiment que l'Etat doit prendre des mesures significatives pour réduire le fossé entre Juifs et Arabes.

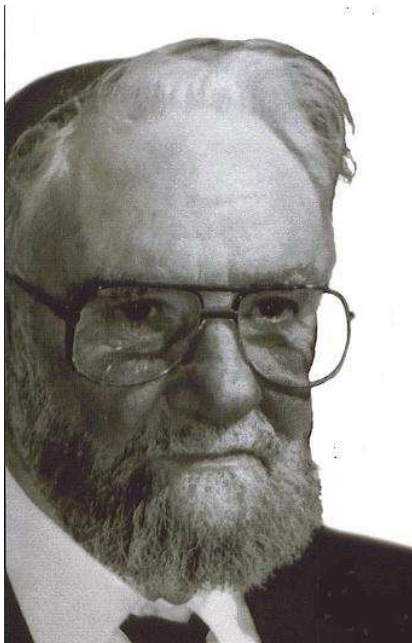
Le problème du sionisme religieux (I)

Une discussion avec le Rav Léon Ashkénazi (Manitou) en 1994

par Itshak P. Lurçat

Dans une discussion publique qui a eu lieu en 1994, deux ans avant sa disparition, le Rav Léon Ashkénazi, Manitou, avait abordé les questions brûlantes qui secouaient, à cette époque déjà, le monde sioniste religieux. S'élevant avec vigueur contre l'idée selon laquelle le gouvernement israélien (à l'époque, celui de Rabin et Pères) incarnerait la Royauté d'Israël (*Malkhout Israel*), Manitou avait qualifié cette idée de mensonge, dénué de tout fondement dans la pensée du Rav Kook¹.

Léon Askénazi (Manitou)



Il avait invité les rabbins du *Mercaz ha-Rav* (la Yeshiva fondée par le rav Kook) à faire "téchouva", sous peine de devenir une "secte parmi d'autres"... Et il avait déclaré qu'il fallait retirer la "garantie rabbinique" apportée par certains rabbins du courant sioniste religieux à la "politique suicidaire" du gouvernement israélien de l'époque. Comment comprendre la virulence des propos du Rav Ashkénazi ? Ceux qui ont assisté à ses dernières conférences, dans les années 1994-1996, se rappellent combien Manitou était empli d'inquiétude pour l'avenir, n'hésitant pas à parler d'une "nouvelle Shoah" qui se préparait...

Dix ans après la disparition de Manitou, le monde sioniste religieux est confronté à de nombreuses questions. Depuis l'expulsion des habitants juifs du Goush Katif et la destruction de leurs localités florissantes par l'armée israélienne, agissant sur les ordres du gouvernement d'Ariel Sharon, on entend

souvent parler de la "crise" du sionisme religieux. Les événements dramatiques que nous avons vécus depuis l'été 2005, du Goush Katif à la dernière guerre du Liban, en passant par Amona, ont en effet largement ébranlé les rapports entre le public sioniste-religieux et les institutions étatiques.

Mais il est possible que tous ces événements dramatiques n'aient fait que mettre en lumière un problème qui existait déjà depuis de nombreuses années - depuis le début du processus d'Oslo, voire même depuis beaucoup plus longtemps - problème qui est consubstantiel à la vision du monde du sionisme religieux, telle qu'elle s'est constituée au cours des quatre-vingt dernières années.

Le double problème du sionisme religieux

L'hypothèse que nous voudrions présenter dans le cadre restreint de cet article est que le sionisme religieux a toujours été confronté à un double problème, qui touche aux fondements de sa doctrine politique et religieuse, et que les événements récents ont agi comme un révélateur à l'égard d'une problématique ancienne, qui remonte à la fondation de l'Etat d'Israël et au-delà.

Le premier problème, ou le premier aspect de ce double problème si l'on préfère, est celui du rapport à l'Etat et au politique en général. Le sionisme religieux, on le sait, a manifesté dès son origine une attitude opposée à celle du judaïsme orthodoxe non sioniste à l'égard du mouvement sioniste laïc. Son rapport aux institutions sionistes, puis à l'Etat depuis 1948, a toujours été marqué par une appréciation positive, qui s'est traduite politiquement par l'alliance historique entre le *Mizrachi-Mafdal* et le parti travailliste.

Alors que les partis politiques juifs orthodoxes (*Agoudat Israel* notamment) ont évolué au cours des quatre-vingt dernières années d'une attitude de rejet du sionisme laïc vers une collaboration pragmatique, le sionisme religieux a d'emblée envisagé d'un regard favorable les institutions sionistes pré-étatiques et s'est toujours considéré comme le partenaire naturel des partis sionistes laïcs au pouvoir, pour des raisons de pragmatisme politique, mais aussi et surtout pour des raisons idéologiques.

L'idée centrale qui explique cette attitude positive est celle du rôle attribué au sionisme politique dans l'économie de la rédemption : dans la doctrine sioniste religieuse, le sionisme laïc est

l'instrument de la volonté divine. Il est, pour reprendre une expression fameuse, "l'âne du Messie" (*hamoro shel Maschia'h*). Les pionniers sionistes laïcs qui assèchent les marécages et bâtissent les kibboutz de la vallée de Jézréel sont les artisans du plan divin de Retour à Sion.

Même les plus antireligieux parmi les pionniers sionistes, qui croient œuvrer à la création d'un Etat laïque débarrassé de toutes les contraintes de la religion de leurs pères, sont en réalité les ouvriers du chantier de l'Eternel, et c'est le Troisième Temple qu'ils bâtissent de leurs mains, sans le savoir.

Mais comment concilier cette conception généreuse avec la réalité de la politique israélienne, lorsque le sionisme laïc s'épuise et se transforme même en mouvement autodestructeur ? Cette question a une expression politique très concrète : comment les partis sionistes religieux peuvent-ils maintenir leur alliance avec un pouvoir qui a depuis longtemps renoncé aux idées fondatrices du sionisme laïc (au nom du post-sionisme, du "réalisme" ou pour des intérêts personnels, à l'instar d'un Ariel Sharon, héraut des implantations en Judée-Samarie, devenu à la fin de sa vie le destructeur du Goush Katif) ?

Cette question a des conséquences qui vont bien au-delà de la politique quotidienne, et qui touchent aux fondements de la vision théologique du sionisme religieux. C'est l'autre versant du problème du sionisme religieux, que l'on pourrait exprimer ainsi : si la phase ascendante du mouvement sioniste laïc est conçue comme faisant partie intégrante du plan divin, comment envisager sa phase descendante ? Le processus messianique peut-il s'interrompre, voire revenir en arrière ?

Le sionisme religieux et le politique

Pour comprendre l'attitude du sionisme religieux envers le politique en général et le dilemme posé par la destruction du Goush Katif en particulier, il est nécessaire de retracer brièvement l'histoire du mouvement sioniste religieux. Le parti *Mizrachi* (acronyme hébraïque de *Mercaz Rouhani*, ou centre spirituel) a été fondé par le rabbin Itshak Yaakov Reines à Vilna, en 1902. En 1922, une scission au sein du *Mizrachi* a donné naissance au mouvement ouvrier sioniste religieux, *Hapoel Mizrahi*, qui a créé des institutions spécifiques (mouvement kibboutzique *Ha Kibboutz Ha'dati* →



Le Rav A. Kook



moshav et un mouvement de jeunesse, le *Bné Akiva*).

En 1956, le *Mizrahi* et le *Hapoel Hamizrahi* ont fini par fusionner, pour donner naissance au Parti religieux national, le *Mafdal*. Pendant toute la période d'avant 1967, le mouvement sioniste religieux (*Mizrahi* puis *Mafdal*) s'est donné pour tâche principale la défense des droits de la minorité sioniste religieuse et du caractère juif de l'Etat, par la préservation du *statu quo*.

L'alliance historique nouée entre le sionisme religieux et la gauche sioniste, qui s'est perpétuée jusqu'à l'arrivée au pouvoir de Menahem Begin en 1977, reposait sur le principe d'un partage des tâches entre le *Mapai* (parti travailliste), parti dominant et seul responsable de la politique étrangère et de la sécurité, et le *Mizrahi / Mafdal*, parti d'appoint qui a pris part à tous les gouvernements de coalition entre 1947 et 1977².

Pragmatisme politique ou refus du pouvoir ?

L'alliance historique est généralement interprétée comme la conséquence du pragmatisme politique des dirigeants sionistes religieux, qui ont toujours préféré participer au pouvoir pour atteindre leurs objectifs, plutôt que de siéger dans l'opposition. Mais cette interprétation n'est pas la seule possible. On peut aussi comprendre l'attitude du *Mizrahi / Mafdal* pendant ces trente années (1947-1977) comme exprimant une autolimitation délibérée des ambitions politiques du mouvement sioniste reli-

gieux, qui s'est contenté d'une participation minoritaire au gouvernement, au lieu de chercher à devenir le parti majoritaire.

Cette interprétation est corroborée par la comparaison entre l'évolution du mouvement sioniste religieux et celle du parti sioniste révisionniste. Le parti révisionniste *Herout*, issu de la Nouvelle Organisation Sioniste créée par Jabotinsky après son départ de l'Organisation Sioniste (en 1935), est en effet parti d'une position ultraminoritaire et dissidente, et a péniblement gravi les échelons, jusqu'au *Ma'apah* ("renversement") de 1977 et à la conquête du pouvoir par Menahem Begin, qui a mis fin à trente ans d'hégémonie travailliste.

Le *Mizrahi-Mafdal*, de son côté, s'est toujours considéré comme le partenaire naturel

du parti travailliste, en dépit de leurs divergences idéologiques. On peut même dire qu'il a fait de sa participation au gouvernement un véritable axiome politique. Mais il n'a jamais envisagé sérieusement, contrairement au *Herout*, devenir le parti majoritaire et assumer seul le pouvoir. Ce "refus du pouvoir" s'est exprimé notamment par le fait que le mouvement sioniste religieux a toujours défini son programme comme visant essentiellement à défendre des intérêts sectoriels de son public et à protéger le *statu quo*, au lieu de proposer un véritable programme de gouvernement.

Alors que le *Herout* a combattu vigoureusement, à la Knesset et dans la rue, la politique du gouvernement travailliste (lors des accords de réparation avec l'Allemagne, par exemple), le *Mizrahi* n'a jamais envisagé de faire sécession et a toujours considéré ses divergences politiques comme secondaires et ne remettant pas en question sa participation à la coalition gouvernementale. C'est cette attitude de participation à tout prix et de refus d'assumer le pouvoir, tout en lui étant associé, qui permet de comprendre le dilemme quasiment insoluble posé par la destruction du Goush Katif à l'été 2005, quand le sionisme religieux a été contraint de choisir entre sa fidélité à ses principes idéologiques (implantation, Eretz Israël) et à sa loyauté envers le gouvernement et envers l'armée.

Conclusion : un déficit du politique

En définitive, en dépit de son appréciation positive du sionisme politique laïc, le mouvement sioniste religieux a

adopté une attitude qui n'est pas fondamentalement différente de celle vers laquelle ont évolué les partis orthodoxes non sionistes : à savoir un pragmatisme mesuré, limité dans ses ambitions, traduisant un déficit du politique qui est partagé par tous les partis religieux israéliens³.

Dans la seconde partie de cet article, nous verrons comment ce pragmatisme politique peut se concilier avec les aspirations messianiques du sionisme religieux.

[A SUIVRE]

Vladimir Jabotinsky



Notes

1. Abraham Itshak Hacoen Kook (1865-1935), grand rabbin de la Palestine mandataire, est un des principaux penseurs juifs du vingtième siècle. Son œuvre n'est pratiquement pas traduite en français, à l'exception de son livre "*Orot ha-Teshuva*", Les lumières du Retour, traduit par Benjamin Gross, Albin Michel 1992. Le livre de Yossef Ben Chlomo, *Introduction à la pensée du Rav Kook*, Cerf 1992, est une excellente introduction à ses écrits.

2. Sur ce sujet, voir l'article de David Khalfa, "*Le Mafdal, les mutations politiques et idéologiques du mouvement sioniste religieux*", Bulletin du centre de recherche français de Jérusalem, 2005.

3. Cette idée de "déficit du politique" est abordée par Alain Dieckhoff dans son livre passionnant, *L'invention d'une Nation, Israël et la modernité politique*, Gallimard 1993.

La shoah germano-palestinienne

par Paul Giniewski

Pendant la Deuxième Guerre mondiale, il existait dans les opinions publiques de tous les pays arabes un courant d'active sympathie pour l'Allemagne et l'Italie. Si les Alliés avaient perdu la guerre, le Moyen-Orient aurait probablement basculé sans résistance dans le nouvel ordre nazi, que des quislings arabes préparaient fébrilement.

(Quisling a été un collaborateur norvégien des Allemands, et le mot « quisling » est devenu archétype de tout complice des nazis.)

Au printemps de 1941, quand le sort paraissait favorable à l'Axe (l'URSS et les États-Unis n'étaient pas encore en guerre, les Anglais évacuaient la Grèce, Vichy régnait en Syrie), un putsch militaire souleva l'Irak, appuyé par des forces aériennes allemandes et italiennes opérant à partir d'aérodromes syriens. Le succès de cette révolte aurait coûté aux Alliés les puits de pétrole d'Irak et d'Iran et l'Empire britannique se serait trouvé coupé en deux. Les Allemands, prenant à revers le Caucase et le canal de Suez, les batailles de Stalingrad et d'El-Alamein auraient peut-être été des victoires nazies. La révolte d'Irak fut brisée mais dans le monde arabe elle avait trouvé de larges appuis.

En TransJordanie, même tableau. D'innombrables raids de bédouins coupèrent fréquemment les pipelines britanniques. La Transjordan Frontier Force se mutina en 1941. Et seule la crainte d'un mécontentement général dans le monde arabe détourna les Anglais d'une répression sanglante.

La loyauté de l'Égypte aux Alliés fut également fragile. En 1942, les chars britanniques avaient encerclé le palais d'Abdine pour obliger le roi à désigner un gouvernement moins favorable à Rome et à Berlin (1).

Des Waffen-SS arabes



Le Mufti et Hitler

La lutte des Arabes palestiniens contre le sionisme s'inscrivait dans ce contexte. Elle fut menée principalement par l'ancien mufti de Jérusalem, Hadj Amin el Husseini, qui avait déjà milité

activement lors des émeutes de 1929 et de 1936-1939.

En 1941, pour renforcer son action, il établit un « Bureau du grand mufti » à Berlin. Il avait supprimé son titre de « mufti de Jérusalem », pour marquer l'élargissement de sa fonction à tout l'espace arabe. Ses interlocuteurs allemands lui reconnaissaient cette qualité de leader de l'arabisme dans le cadre du nouvel ordre mondial nazi, et le saluèrent à son arrivée dans la capitale du Reich comme « un grand champion



Le Mufti avec un S.S. arabe

de la libération arabe et le plus distingué adversaire de l'Angleterre et des Juifs ».

Le mufti disposait des stations radio de Bari, Rome et Athènes pour sa propagande en direction du Moyen-Orient. Radio-Tokyo diffusait ses appels subversifs aux Musulmans de l'Inde et d'Indonésie. Des commandos de saboteurs arabes, recrutés parmi les étudiants et les prisonniers de guerre, étaient formés à La Haye et à Athènes. Plusieurs furent effectivement parachutés en territoire allié. Le mufti élaborait un plan de recrutement de 500 000 Arabes du Maroc, de Tunisie et d'Algérie. Il mit effectivement sur pied des légions arabes sous uniforme allemand, portant l'écusson « Arabie libre » sur les épaulettes. Dans les territoires occupés de l'URSS, il collabora activement avec les quislings musulmans en Crimée, au Turkestan, en Azerbaïdjan; avec les Russes blancs et avec les minorités musulmanes des Balkans, pour le recrutement de Waffen-SS: la division bosniaque «Kandjar» (le poignard) et la division albanaise Skander-Bek. L'une des ses proclamations à la division des Musulmans du Nouveau Turkestan salua « votre entrée dans les Waffen-SS et votre décision de lutter contre l'ennemi commun ». Pour le mufti, « le monde est divisé en deux camps, les Alliés manipulés par les Juifs, les puissances hostiles à l'Islam [...] et le camp dirigé par l'Allemagne, qui n'a

jamais été un ennemi de l'Islam » (2). Des photographies du temps de guerre montrent le mufti conférant avec Adolf Hitler, avec Heinrich Himmler, passant en revue les légions bosniaques, les saluant du salut hitlérien, ou visitant les instituts d'études juives des nazis.

Le crime du Mufti

Son action plus spécifiquement anti-sioniste eut deux objectifs : l'obtention d'une anti-déclaration Balfour des Allemands et l'interdiction de toute émigration de Juifs de l'Europe occupée vers la Palestine. Sur ce point, sa lutte s'élargit en un véritable appel au génocide.

Le mufti avait préparé plusieurs projets de déclaration officielle allemande. L'une, du 28 septembre 1941, après avoir reconnu l'indépendance arabe et une fédération dont Hadj Amin serait le chef, règle de la manière suivante le sort de la Palestine juive : « L'Allemagne et l'Italie reconnaissent l'illégalité du Jewish National Home en Palestine.

Elles reconnaissent à la Palestine et aux autres pays arabes le droit de résoudre la question des éléments juifs en Palestine et dans les autres pays arabes selon l'intérêt national arabe et de la même manière qu'était résolue cette question dans les pays de l'Axe » (3).

Une rencontre entre le mufti et Hitler eut lieu à Berlin en novembre 1941 et selon le procès-verbal de leur conversation, daté du 28, le Führer déclara que l'heure de la libération du monde arabe sonnerait au moment où les armées allemandes atteindraient le débouché Sud du Caucase. L'objectif de l'Allemagne « serait alors la destruction des éléments juifs qui se sont introduits dans la sphère arabe, sous la protection de la puissance britannique » (4).

Le 28 avril 1942, dans une lettre officielle au mufti, Joachim von Ribbentrop, ministre des Affaires étrangères du Reich, « apprécie hautement la confiance des peuples arabes dans les pays de l'Axe et leur détermination à mener la lutte contre l'ennemi commun jusqu'à la victoire finale. L'Allemagne est prête à donner tout son soutien aux pays arabes opprimés, pour la réalisation de leurs buts nationaux, l'indépendance et la souveraineté, et pour la destruction du Foyer national juif en Palestine » (5). Le même jour, le comte Ciano, ministre des Affaires étrangères d'Italie, adressa une lettre identique au mufti.

Pour les Allemands comme pour le mufti, la « destruction » n'était pas une

formule rhétorique mais couvrait un plan d'action concrète germano-arabe. Cet aspect palestinien de la « solution finale » a été documenté par deux historiens allemands, Martin Cueppers et Klaus Mallman, directeur du Centre de recherches sur les nazis de Ludwigsburg. En 1942, les SS avaient mis sur pied un commando spécial de tueurs, l'Einsatzgruppe Ägypten, dirigé par l'Obersturmbannführer Walter Rauff, qui avait mis au point les chambres à gaz automobiles utilisant les gaz d'échappement de camions. Rattachés à l'Afrikakorps et stationnés à Athènes, les exterminateurs devaient se rendre en Palestine sitôt que Rommel l'aurait atteinte et constituer l'encadrement de collaborateurs palestiniens exécutant la shoah locale (6).

Chambres à gaz en Palestine

Hadj Amin el Husseini espérait bien faire participer directement les Arabes palestiniens à cette destruction. Il avait conçu le projet, pour après la victoire des nazis, d'installer dans la vallée de Dothan, au nord de Naplouse, un camp d'extermination doté de chambres à gaz pour les Juifs de Palestine, d'Irak, d'Égypte, du Yémen, de Syrie, du Liban et même du Maghreb. La population arabe de Palestine se serait-elle fait complice de cet Auschwitz moyen-oriental ? Il est évident que dans une Europe-Asie soumise à l'Allemagne vainqueur de la guerre, personne n'aurait eu le choix, les Arabes pas plus que les Français. Dans le cas particulier de la Palestine, on ne peut que spéculer à partir des précédents de 1921, 1929 et 1936-1939, et des faits.

Un livre de Haviv Kanaan, paru en Israël en 1974, *Les deux cents jours d'anxiété* (7), relate le suspense et l'angoisse que vécurent les 600000 Juifs du pays, en 1942, lors de l'irrésistible chevauchée blindée des Afrikakorps de Rommel en Cyrénaïque, qui menaçait d'atteindre la Terre sainte. Les Arabes palestiniens se préparaient à accueillir les Allemands en libérateurs. Ils stockaient des armes en vue du jour de leur revanche sur les Juifs, achetées à des soldats anglais ou polonais, dont un contingent stationnait alors en Palestine. Ils ne cachaient pas quel sort ils se préparaient à faire subir aux Juifs et adressaient des menaces de mort, à l'avance, à leurs futures victimes. À cette époque, quelques rares bateaux chargés de rescapés juifs d'Europe cherchaient à atteindre la Palestine. L'opposition des Arabes à cette immigration était totale. Apprenant le naufrage d'un de ces bateaux, le *Struma*, dont les 800 passagers périrent en mer, un Arabe palestinien, Khalil Al Sakakini, résuma ainsi le sentiment de ses compatriotes: si les Arabes « avaient eu un régime indépendant, ils auraient combattu le bateau avant

même qu'il ne prenne la mer et auraient probablement semé sa route de mines, pour l'empêcher d'accoster en Palestine » (8).

C'est dans cet état d'esprit que les Arabes palestiniens attendaient l'Afrikakorps. Les Juifs, eux, ne se faisaient aucune illusion sur ce qui les attendait si Rommel devait atteindre leur pays. Ils envisageaient de détruire eux-mêmes les villages, les usines, les villes qu'ils avaient édifiés en cinquante années d'efforts et s'apprêtaient à opposer aux Allemands une ultime résistance. On avait conçu le projet d'un « réduit alpin » sur le mont Carmel et dans les collines de Galilée occidentale,



Le document d'archives est hélas flou mais instructif : le Mufti, sourire aux lèvres et salut hitlérien, passe en revue l'unité bosniaque arabe nazie qu'il a créée.

base de départ de raids de guérilla, tête de pont possible d'un futur débarquement allié : moderne Massada offrant aux Juifs une – faible – chance de survie. Les Juifs palestiniens servant dans la VIII^e armée britannique avaient même décidé, en cas d'abandon de l'Égypte et de retraite vers l'Afrique du Sud, de désertir pour mener un combat désespéré contre Rommel dans le Sinai.

Sur le théâtre d'opérations européen, la participation directe du mufti à l'extermination des Juifs est établie par d'autres documents, irréfutables, datant de son séjour en Allemagne. Il fut personnellement en contact avec Adolf Eichmann. En juillet 1944, il participa au congrès international anti-juif de Cracovie dont von Ribbentrop, Josef Goebbels et Hans Frank, le gouverneur nazi de Pologne, étaient les vedettes et y fit un exposé sur « *la Palestine, un des centres mondiaux des projets d'hégémonie juive* ».

Il est préférable d'envoyer les Juifs à Auschwitz

Mais surtout, au cours de la même année 1944, le mufti s'est adressé en des termes à peu près identiques aux gouvernements allemand, roumain, bulgare et hongrois pour leur demander « *de prendre les mesures nécessaires pour empêcher l'émigration des Juifs* ». Il écrit au Reichsführer S.S. Himmler, le 27 juillet, avoir appris que « *des Juifs*

sont partis le 2 juillet 1944 et il est à craindre que d'autres Juifs ne quittent l'Allemagne dans le cadre du plan d'échange des Allemands de Palestine... ». Il dénonce cet échange qui « *pourrait inciter des pays balkaniques à envoyer également leurs Juifs en Palestine* » (9). Il écrit (dans un français approximatif) au ministre des Affaires étrangères de Hongrie : « *Autoriser ces Juifs à quitter votre pays dans les circonstances actuelles, ne résoudra nullement le problème juif, et ne mettra pas non plus votre pays à l'abri de leurs maux. Bien au contraire ! Car cet échappement (sic) leur permettra de communiquer librement et de se concerter*

avec leurs frères de race dans les pays ennemis pour se créer une forte existence ayant une plus dangereuse influence sur l'issue de la guerre, surtout qu'à la suite de leur long séjour dans votre pays, ils se trouvent nécessairement éclairés sur beaucoup de secrets et efforts de guerre. Ceci en plus de l'immense mal fait à la nation arabe amie qui prit sa place à vos côtés dans cette guerre et qui nourrit envers votre pays les sentiments les plus sincères et les vœux les meilleurs. » Le mufti termine sa lettre en suggérant une autre solution du problème juif : « *Il serait indispensable et infiniment préférable qu'ils quittent le pays à destination d'autres pays où ils se trouveraient sous une surveillance active comme en Pologne, par exemple, pour se garder de leurs dangers et en éviter les dommages* » (10).

En 1944, quand les camps d'extermination fonctionnaient à plein rendement, le mufti pouvait-il ignorer ce que signifiait la « surveillance active » dont étaient l'objet les Juifs en Pologne ? Familier de Himmler, d'Eichmann, de Frank et d'Alfred Rosenberg, l'un des principaux idéologues nazis, pouvait-il ignorer qu'il s'agissait de la « solution finale » ? C'est en parfaite connaissance de cause qu'il poussait à la roue du génocide du peuple juif – ce qu'ont d'ailleurs reconnu les Alliés après la guerre, en le recherchant comme criminel de guerre. →

→

Les effets pratiques de l'action antisioniste du mufti ne sauraient être sous-estimés. Il a probablement contribué à durcir la position des gouvernements fascistes vis-à-vis des Juifs pris dans leurs filets. Il a préparé au Caucase et dans le Moyen-Orient les régimes de quislings appelés à prendre le pouvoir quand Rommel, déferlant à travers l'Égypte, aurait donné la main à l'armée allemande victorieuse en Russie. Toutes proportions gardées, le mufti fut le Pétain, le Horthy, le Degrelle des Arabes. Pas plus qu'à la plupart des autres quislings, on ne lui fit payer ses crimes après la capitulation du Reich. Réfugié en Suisse comme criminel de guerre en fuite, extradé en France, on se contenta de le placer en résidence surveillée près de Paris d'où il s'évada en 1946 pour gagner Le Caire, et y reprendra son action antisioniste jusqu'à sa mort en 1974 à Beyrouth.

Le secret le mieux gardé

Enfin, l'attitude des Arabes palestiniens pendant la guerre se traduit d'une autre manière encore en soutien aux nazis. Tandis que les Palestiniens arabes espéraient l'arrivée de l'Afrikakorps, les Juifs palestiniens, pour aider les Alliés, engagèrent une bataille de la production, avec les moyens relativement importants et modernes de l'économie sioniste, et lui firent faire, pour répondre à la demande de l'armée britannique, un bond en avant.

La Palestine juive était le seul pays du Moyen-Orient ayant une industrie développée, le seul pays de l'Est méditerranéen à avoir pris une part active à la guerre. L'occupation de la Crète par les Allemands avait coupé le front du Moyen-Orient de ses sources de ravitaillement. La Palestine y suppléa en partie. Des bateaux, des chars endommagés, qu'on aurait dû envoyer à des milliers de kilomètres, qui eussent été immobilisés pendant de longs mois, furent réparés sur place. On fit surgir du sable six cents usines nouvelles produisant une gamme infinie de produits, non seulement pour les populations civiles mais pour les armées alliées : pièces détachées, portes blindées pour chars, obus, mines, casques d'acier, uniformes, instruments de chirurgie, médicaments, appareils optiques, etc. Ironie du sort : les techniciens et scientifiques juifs chassés d'Allemagne et qui y avaient acquis leurs qualifications professionnelles, contribuèrent à forger en Palestine les armes qui allaient abattre l'armée nazie. En même temps, les Juifs palestiniens s'étaient portés en masse volontaires pour servir dans l'armée britannique, et finirent par obtenir la création d'une Brigade spécifiquement juive. Mais les Anglais ne permirent longtemps leur enrôlement

qu'en proportion de l'effort arabe de Palestine qui, sous l'effet de la propagande du mufti de Jérusalem, fut épisodique et insignifiant.

Or, la Grande-Bretagne, soucieuse de ménager les susceptibilités arabes, limita le nombre d'engagés juifs admis sous les drapeaux, le freina administrativement, lui donna peu de publicité et dans certains cas le passa sous silence jusqu'à en faire « le secret le mieux gardé de la guerre », selon l'heureuse expression de Pierre Van Paassen, dans l'un des plus beaux livres écrits sur ces années de larmes et de grandeur. Son titre, *L'Alliée oubliée* (1) résume la situation de ce belligérant repoussé dans l'anonymat et dans l'ombre par les impératifs de la politique arabe du gouvernement de Londres.

Ne pas heurter les susceptibilités arabes avait, aux yeux de certains hommes d'État européens, autant d'importance que battre les nazis. Attitude qui préfigurait celle de certains Européens, en 2007, hésitants et réticents devant la nécessité d'engager une véritable guerre contre le terrorisme islamiste.

P.G.

(Extraits de *Le contentieux israélo-arabe*, Editions Cheminements)

Notes

1 - Voir J.-C. Hurewits, *The Struggle for Palestine*, Norton & Company, New York, 1950. *L'effort de guerre arabe*, éditions de La Terre Retrouvée, Paris, 1947. *Le Haut Comité arabe*, éditions de La Terre Retrouvée, Paris, 1947.

2 - Jay Bushinsky: « Startling cover-up », *The Jerusalem Post*, 27 octobre 1996.

3 - *Le Haut Comité arabe*, op. cit. p. 70, 71, 72.

4 - Friedrich Schreiber, *Kampf um Palästina*, Langen Müller, 1992, p. 132.

5 - *Le Haut Comité arabe*, op. cit., p. 78-79

6 - Catherine Garson: « Les SS étaient prêts à appliquer la Solution finale en terre d'Israël », *Actualité juive*, N° 932, 4 mai 2006, p. 23.

7 - Haviv Kanaan, *200 yemei harada*, éd. Mel Art, Tel-Aviv, 1973-1974.

8 - Khalil Al Sakakini, « C'est ainsi que je suis, Messieurs », cité par Tom Segev, C'était en Palestine au temps des coquelicots, Liana Levi, 2000, p. 546.

9 - *Le Haut Comité arabe*, op. cit. p. 84, 86.

10 - ibid. p. 87.

11 - Pierre Van Paassen, *L'alliée oubliée*, éd. des Quatre Vents, Paris, 1947.

Note : on consultera sur le même sujet *Les dossiers du Lien « La collaboration des Palestiniens avec les nazis »* N° 204/205 du 1^{er}/04/03 par Yona Dureau.

1936 Husseini rencontre le banquier d'Hitler, François Genoud, connu plus tard comme le banquier suisse du troisième Reich qui se rend en Palestine pour rencontrer Husseini. Leur relation durera jusqu'au milieu des années soixante.

1936 : Emeutes en Palestine L'arme de choix : les attaques suicides (*déjà !*). Al Husseini est le principal organisateur des émeutes. Il organise aussi des escadrons suicides contre les autorités locales et applique la méthodologie nazie d'extermination systématique appliquée à tout arabe suspect de ne pas adhérer totalement à la vision panislamique des Frères Musulmans. Tout élément non islamique est une menace à sa vision panislamique. Ses opposants, qu'ils soient musulmans ou chrétiens palestiniens, leaders intellectuels ou religieux, sont assassinés pour s'être opposés au régime de terreur de Husseini.

Parmi les victimes d'Al Husseini : Sheikh Daoud Ansari (*Imam de la mosquée Al Aqsa*), Sheikh Ali Nur el Khattib (*mosquée Al Aqsa*), Sheikh Nusbi Abdul Rahim (*Conseiller des tribunaux religieux musulmans*), Sheikh Abdul el Badoui (*Acre*), Sheikh El Namouri (*Hebron*), Nasr El Din Nassr (*Maire d'Hebron*).

Entre février 1937 et novembre 1938, 11 Mukhtars (chefs de communautés) et leurs familles complètes sont exécutés par les hommes de Amin al Husseini.

1937 Amin Al Husseini rend visite au Consul Allemand à Jérusalem. Il rencontre le SS Hauptscharführer A. Eichmann et le SS Oberscharführer H. Hagen, à la suite de quoi il reçoit une aide financière et militaire de l'Allemagne nazie.

1941 : le Mufti se joint à Hitler dans la Jihad contre les Britanniques. Amin al Husseini arrive à Rome, où il rencontre Mussolini qui lui promet d'appuyer la cause Palestinienne contre les Juifs. Depuis Rome, Husseini déclare la Guerre Sainte, *Fatwa-Jihad*, contre la Grande-Bretagne. Il prêche la notion de panislamisme, et pour appuyer sa thèse, une vision de l'unité musulmane.

1941 Coup d'état pro nazi à Bagdad, Iraq. Amin al Husseini est à la tête d'un coup d'état pro nazi à Bagdad, en Iraq. Son bras droit, Kharallah Tulfah est l'oncle et le mentor de Saddam Hussein. L'Allemagne envoie des armes et des avions à Husseini. Le coup d'état échoue.

Source

<http://www.tellthechildrenthetruth.com/AminAlHusseini-french.htm#chapter2>

La Librairie du Lien

Bonne nouvelle pour nos lecteurs (et pour Le Lien) : nous avons pu mettre en place une organisation légère qui nous permettra de poursuivre l'activité de la librairie en France, tandis que le département librairie s'élargira en Israël. Une différence toutefois : nous ne distribuerons que des titres sélectionnés et mis en catalogue et renonçons à être une librairie générale.

Ouvrages de Paul Giniewski à la Librairie du Lien

L'antisémitisme chrétien : La mutation

L'ouvrage de référence sur les relations Juifs-Chrétiens, sous les angles de la théologie, de l'histoire et de la politique. 22 €

Antisionisme : le nouvel antisémitisme

P. Giniewski décrit le comment, démasque les travestissements et analyse les racines et le pourquoi de l'antisémitisme-antisioniste 22€

Préhistoire de l'Etat d'Israël

L'Etat d'Israël a été proclamé en 1948. Mais sa préhistoire remonte à près de 2000 ans. 20 €

La guerre des hommes-bombes

L'analyse rigoureuse des événements de la seconde intifada

Vient de paraître

Le contentieux Israélo-arabe

P. Giniewski ouvre grand les dossiers et les rend lumineux dans un précis didactique, percutant et facile à lire. 12 €

Port offert pour ces ouvrages

AVIS AUX CLIENTS des livres soldés

Par suite du déménagement de nos bureaux, il nous a été impossible en mars de livrer nombre de commandes. Tout sera rentré dans l'ordre d'ici la fin du mois. D'ici fin mars, toutes les commandes, à concurrence du stock disponible seront livrées et les titres épuisés feront l'objet d'un remboursement par chèque joint à la livraison.

Il est d'ores et déjà certain que la plus grande partie des titres est épuisée. Dans le prochain numéro nous publierons la liste des quelques titres

Un remarquable livre de prières traduit au mot à mot en interlinéaire par le Rav Benzaquen. Comprendre les prières et progresser en hébreu, deux objectifs que chaque Juif devrait poursuivre.

Il est de plus, complet à souhait doté de tous les suppléments, prières de fêtes, des jeûnes, bénédictions, Pirké Avot, parachiot etc. Il ne compte pas moins de 825 pages mais, grâce à l'emploi de'un papier bible solide et léger il n'est pas plus épais que n'importe quel autre livre de prière.

Le prix est exceptionnel car le rav Benzaquen est intéressé d'abord et avant tout par la plus large diffusion de l'esprit de la Torah. Il en a réduit, autant que faire se peut, le prix à **20 €**, ou **99 shékels**, frais de port compris au lieu de 25 €, son prix public !

Il existe également une version en cuir repoussé avec tranches dorées, idéale pour un cadeau de Bar Mitzvah ou, tout simplement pour se faire plaisir. Le prix en est bien sûr bien plus élevé : 39 € - 220 nis port compris.



Commandez de suite le Sidour

Commandes en Euros : chèques à adresser à APPJ, Le Lien Boite Postale N°1 Les Issambres cedex 83381. (L'APPJ est une association loi 1901, sans but lucratif chargée de recueillir abonnements, soutiens et vente de livres en euros pour Le Lien en Israël).

Commandes en Shékels : chèques à adresser à Hakesher Le Lien P.O.B. 1922, Netanya, Israël
Tél/fax +972 9 882 5907. E-mail : appj@free.fr

Les délais de livraison sont assez longs entre Israël et la France et peuvent atteindre 15 jours.

Modèle de bon de commande

Nom, Prénom :

Adresse : C.P. : Ville

Titre..... Prix.....

Titre..... Prix.....

Titre..... Prix.....

Titre..... Prix.....

Titre..... Prix.....

Chèque à : Le Lien, B.P. N° 1 Les Issambres 83381 cedex TOTAL.....

Port 4€ pour un livre, 5 € pour 2, 6 € pour 3, gratuits à partir de 100 € + Port.....

Port doublé pour Israël. Port gratuit pour 150 € =.....

La Librairie du Lien : département « Hébreu »

Dictionnaire Hébreu/Français Français/Hébreu



D'une consultation aisée, mise en page claire, une reliure solide pour un usage fréquent, la transcription phonétique en plus.

Prix 28€ - 150 nis
port compris

Le Si'hon



Excellent livre de conversations courantes (Si'hon en hébreu) accompagné de 3 K7 audio ou de 2 CD-audio.). D'un format de poche, d'une impression très claire, il propose 12 chapitres recouvrant la totalité des besoins quotidiens, loisirs, restaurants, transports, travail, poste etc.

Le manuel (près de 300 pages)

- avec K7 audio : **17€ . 95 nis**
- Avec 2 CD.audio **21€ - 115 nis** (port inclus)

Apprendre l'Hébreu L'oulpan chez soi



Un coffret de 3 DVD + 1 livre. Idéal pour apprendre l'hébreu chez soi : son, images, textes, vocabulaire, grammaire, exercices de conversation. La speakerine, présentatrice à la télévision, est très populaire

Prix : 53€ - 295 nis
Port compris

Dictionnaire essentiel hébreu-hébreu et français

Conçu pour le niveau moyen, c'est un dictionnaire des mots basiques (2000 en dictionnaire et environ 8000, avec toutes les annexes)

Son principe : le mot en hébreu avec **et** sans les voyelles suivi d'une ligne pour la définition suivie d'une ligne d'exemple d'emploi. Une lettre indique le genre.

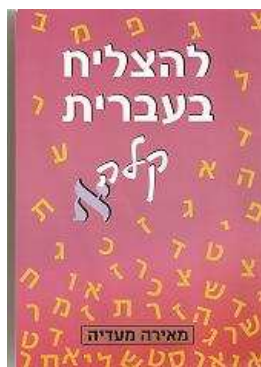
De même pour les verbes avec en plus en dernière ligne, la racine, le type de conjugaison et les différents temps.

En fin de livre, il y a un dictionnaire de termes classés par thèmes: transport, poste, banque, restaurants etc. un tableau des verbes et un lexique d'environ 8000 mots français.

Un travail très sérieux conçu par des professeurs d'Oulpan.

18€ - 95 nis port compris

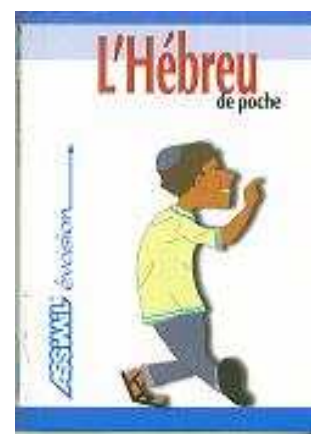
Méthode d'Hébreu



Cours d'Oulpan par l'un des meilleurs professeurs israéliens, Maada Meira. Ce livre complète les différents outils mis à votre disposition. En effet, les méthodes audio-visuelles ne permettent pas la pratique des exercices nécessaires à l'apprentissage gradué des règles de l'hébreu. C'est le but de cet ouvrage.

29€ - (165 nis) + fascicule des corrigés gratuit

Nouveau



Pas plus grand qu'un portefeuille, il contient un vocabulaire de conversation par thèmes, les bases élémentaires de la grammaire, quelques notions du mode de vie israélien, un double lexique de plus de 2000 mots, le tout en 152 pages. Particularité : l'hébreu est transcrit en caractères latins. Bien pour l'initiation.

Le livre+CD = 21 € Port compris

ATTENTION

Nouvelles conditions d'abonnement :

Les abonnements pour la France sont désormais gérés d'Israël. Vous pourrez continuer à régler vos abonnements en euros grâce à l'Association sans but lucratif, APPJ qui est chargée de les récolter et de les transférer en Israël.

Nous sommes obligés d'augmenter légèrement le prix de l'abonnement car, contrairement à la France où les journaux officiellement reconnus (ce qui est notre cas) et inscrits à la Commission Paritaire des Agences de Presse ne payent qu'une TVA symbolique, en Israël, comme dans tous les autres pays, les journaux ne bénéficient d'aucune dérogation. Le M.A.M. (Tva israélienne) de 15,5 % doit être acquitté sur les abonnements ou les ventes au numéro.

Par ailleurs, pour simplifier notre comptabilité (assez complexe en Israël), nous n'aurons plus qu'un tarif calculé pour 12 numéros. Voir conditions ci-contre.

Dons à titre de soutien : vous êtes très nombreux à soutenir notre publication et ce soutien nous est précieux tant moralement qu'économiquement (car nous ne démarchons pas de publicités). Ces sommes ne supportent pas de TVA puisque ce sont des dons bénévoles : il faut donc nous envoyer vos dons **par chèque séparé** faisant l'objet d'une écriture séparée dans notre comptabilité.

Les règlements par carte bancaire, Visa, Mastercard etc. reprendront à compter de la mise en service à la nouvelle adresse du terminal carte bancaire d'ici fin mars.

*Merci de votre compréhension
pour le dérangement que vous causent
ces modifications de statut du Lien.*

Après avoir restructuré l'organisation et le statut du journal, nous entreprenons d'adapter notre site internet pour qu'il puisse faire office de complément quasi quotidien entre deux numéros.

www.israel-diaspora.info

Désormais pour les abonnements comme pour les achats de livres, libellez tous vos chèques en euros tout simplement à l'ordre de :

Le Lien

**B.P. N° 1 - Les Issambres 83381 cedex
Tél. 06 32 36 46 72 - Fax : 04 94 56 12 20**

En Israël, pour les abonnements comme pour les achats de livres, libellez tous vos chèques en shekels à l'ordre de :

HAKESHER

**P.O.B. 1922 Netanya- 42118 - Israël.
Tél / Fax +972 9 882 5907**

Courriel (tous pays) : lelien-hakesher@free.fr

OUI, je m'abonne au Lien

Version imprimée + version courriel gratuite : 12 N°

Tarif en Israël : 120 shekels (dont 15,5% de M.A.M) Chèques à l'ordre de Hakesher P.O.B. 1922 Netanya-42118 - Israël. *N'omettez pas de nous communiquer votre e-mail.*

Tarif en France : 24 € (dont 15,5% de M.A.M) (très légèrement supérieur au tarif israélien compte tenu du coût du timbre). Chèques adressés à APPJ-Le Lien, B.P. N°1 Les Issambres cedex 83381. *N'omettez pas de nous communiquer votre e-mail.*

Version courriel (sans version imprimée) : offre promotionnelle pour abonnement jusqu'au 31 décembre 2007 au prix exceptionnel de

En shekels israéliens : 50 shekels à l'ordre de Hakesher P.O.B. 1922 Netanya- 42118 - Israël

En euros : 10 € - Chèques adressés à Le Lien, B.P. N°1 Les Issambres 83381 cedex

Facultatif : je verse à titre de soutien un don de...

Votre identification :

Nom, prénom
Adresse.....
CP, Ville.....
Votre courriel (e-mail)

Offrez 3 numéros-gratuits en courriel de ma part à :

Nom, prénom.....
Adresse électronique.....

Nom, prénom.....
Adresse électronique.....

Nom, prénom.....
Adresse électronique.....

Nom, prénom.....
Adresse électronique.....

Nom, prénom.....
Adresse électronique.....

Nom, prénom.....
Adresse électronique.....

Nom, prénom.....
Adresse électronique.....

Créé en septembre 1980, Le Lien est resté fidèle à sa vocation, au service de l'identité juive, combattant la désinformation, l'antisémitisme et l'antisionisme. Ses collaborateurs sont bénévoles. Sans publicité, il n'est financé que par vos abonnements. Ils nous sont précieux et indispensables. Abonnez-vous, abonnez vos amis !

LE LIEN ISRAEL DIASPORA

N° CPPAP: 0310 G 86276 - I.S.S.N. 0990 9915 ET 1769-3128
COMMISSION NATIONALE INFORMATIQUE ET LIBERTE N°. 761079
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : ROBERT NESSIM COHEN-TANUGI

UN LIVRE DE PAUL GINIEWSKI

Le problème des territoires contestés

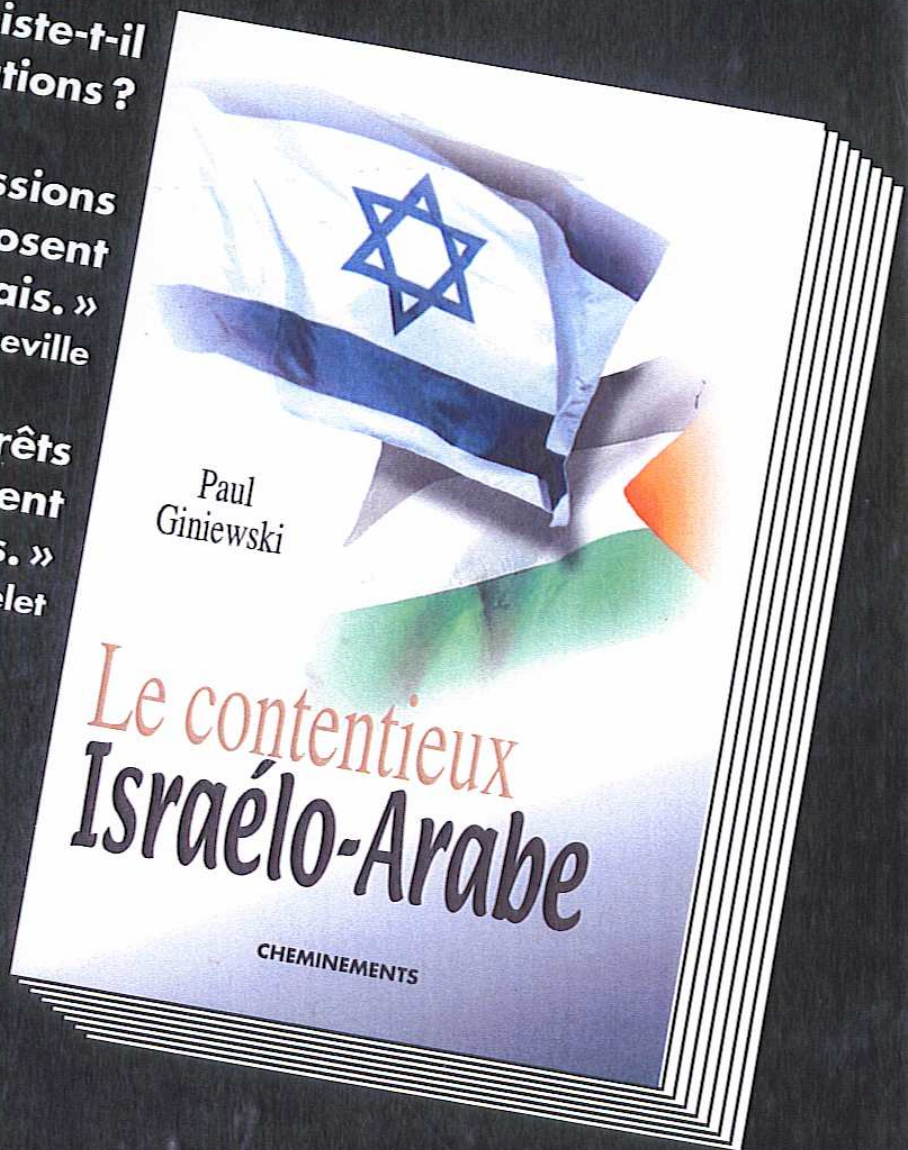
Le problème des réfugiés

Le problème du refus de l'existence d'Israël

Existe-t-il
des solutions ?
« Les passions
ne composent
jamais. »
Alexis de Tocqueville

« Les intérêts
composent
toujours. »
Jules Michelet

14,5 x 23 cm
208 pages
12 euros



CHEMINEMENTS